

Ministère de la Culture et de la Communication

3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01 - Téléphone : 01 40 15 30 00

16 DEC. 1998

La Ministre de la culture et
de la communication

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

PBA/CC/155099

Objet : annonces judiciaires et légales - contrôle de la diffusion des journaux susceptibles de publier les annonces judiciaires et légales.

La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a décidé récemment de ne plus apporter son concours à la procédure d'instruction des demandes d'habilitation des journaux pour la publication des annonces judiciaires et légales comme le prévoyait la circulaire n° 4230 du 7 décembre 1981.

Je suis donc conduite à vous apporter de nouvelles indications sur le contrôle de la diffusion des journaux susceptibles de publier les annonces judiciaires et légales afin de permettre aux commissions d'habilitation de se prononcer valablement.

Il incombera désormais à vos services de préparer à l'intention de la commission d'habilitation les tableaux de diffusion des journaux avec l'indication du tirage total, de la vente au numéro et/ou par abonnement dans le département et dans chacun des arrondissements, la diffusion gratuite ainsi que, le cas échéant, les services réguliers auxiliaires de justice pour lesquels les conditions de leur prise en compte dans la diffusion payée ne sont pas modifiées.

Les éditeurs devront dorénavant fournir chaque année à l'appui de leur demande d'habilitation toutes justifications utiles sur le **niveau** et la **répartition** des ventes effectives de leur journal dans le département.

.../...

Je vous rappelle en effet qu'en vertu des dispositions de la loi du 4 janvier 1955 (article 2, alinéa 1) et du décret du 26 novembre 1975 modifiant l'article 1er du décret du 17 décembre 1955, un journal doit **justifier** d'une vente effective par abonnements, dépositaires ou vendeurs au moins égale aux minimums fixés pour chaque département ou arrondissement pour être habilité à publier des annonces judiciaires et légales.

Aucune habilitation ne pourra en conséquence être accordée à un journal sur la seule base des chiffres de ventes déclarés par l'éditeur sans justifications.

Les justifications fournies par les éditeurs ou que vos services devront leur réclamer dans le cas contraire, pourront résulter de chiffres récents ayant obtenu le label "Diffusion contrôle OJD", de pièces comptables relatives aux recettes de vente, des déclarations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée et de documents attestant des ventes réalisées par les diffuseurs de presse dans le département.

Les éditeurs pourront également produire un document récapitulatif certifié par un expert-comptable.

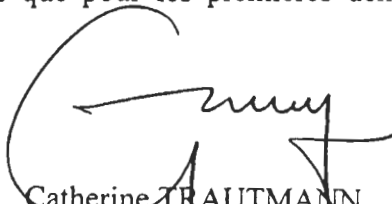
S'agissant des ventes par abonnements, je vous précise que les abonnements facturés et non réglés par leurs destinataires devront être décomptés dans la diffusion gratuite jusqu'à preuve du contraire en temps utile, c'est-à-dire en principe jusqu'au jour de l'examen des demandes d'habilitation par les commissions ou, exceptionnellement, jusqu'au 31 décembre de l'année précédant l'année d'habilitation.

Dans cette limite, un éditeur aura ainsi la possibilité de produire des attestations de paiement complémentaires pour des opérations qui étaient en cours lors de sa déclaration initiale.

Je vous précise enfin que vous pourrez demander l'avis des directions départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sur les documents justificatifs fournis par les éditeurs.

Je vous demande de veiller à la stricte application des prescriptions de la présente circulaire et de faire parvenir au service juridique et technique de l'information et de la communication, comme par le passé, un exemplaire de votre arrêté ainsi que le procès-verbal de la séance de la commission d'habilitation.

A titre transitoire, les demandes de renouvellement d'habilitation pour l'année 1999 seront examinées en ne prenant en considération que les chiffres de diffusion déclarés par les éditeurs. La justification de la diffusion ne sera exigée que pour les premières demandes d'habilitation.



Catherine TRAUTMANN